



Schweizer Bildungstag
Journée Suisse de l'Education

2e Journée Suisse de l'Education

6 Septembre 2013 au Kursaal à Berne



L'éducation et l'économie se parlent

Thèses SER et LCH pour les discussions de groupes

Sommaire

Analyse de la situation et défis	3
Thèses pour la discussion	4
Questionnement 1 : Employés ou citoyens?	5
Situation	6
Thèses pour la discussion	7
Questionnement 2 : L'école comme atelier de réparation ou de production?	8
Situation	9
Thèses pour la discussion	10
Annexe	11
Questionnement 3 : Parcours professionnel ou dans les services sociaux?	13
Situation	14
Thèses pour la discussion	15
Questionnement 4 : Education précoce ou accompagnement individuel ultérieur?	16
Situation	17
Thèses pour la discussion	18
Questionnement 5 : L'Etat ou le privé?	19
Situation	20
Thèses pour la discussion	22
Impressum	23

Analyse de la situation et défis

Différents acteurs interviennent dans le monde éducatif

L'éducation et l'économie sont deux domaines interagissant dans le même système social.

Les enseignants, les autorités scolaires, les professionnels de l'éducation et les politiques remplissent une mission éducative sociale globale qui prépare aussi à la vie professionnelle.

Les acteurs de l'économie s'impliquent spécifiquement dans le domaine de la formation professionnelle et sont en attente de gens compétents sur le marché du travail et prêts à remplir leur mission économique.

Les intérêts majeurs de la société et de l'économie sont compatibles

La société et l'économie sont en attente d'une haute qualité de formation et de qualifications pratiques, demandées aussi par le marché du travail. Un bon niveau éducatif renforce l'ensemble de la société et assure les meilleurs atouts dans la compétition économique.

La coopération entre école et économie fonctionne de façon pragmatique

Les domaines de coopération entre école et économie sont établis au niveau des transitions de l'école au monde professionnel, de la définition des curricula, de la production de matériels didactiques, de la mise en œuvre des TIC dans les écoles, de la coopération entre les écoles professionnelles et les établissements de formation ou des projets de recherche. Ils forment une base solide pour une discussion sur d'autres défis.

Les conflits d'intérêts entre l'éducation et l'économie doivent être reconnus

Les acteurs de l'éducation et de l'économie sont dans une dépendance mutuelle mais aussi en conflit d'intérêts. Lorsque les entreprises réduisent leurs contributions fiscales, l'argent manque pour l'éducation publique et les formations et prises en charge complémentaires ou précoces. Dans le domaine de la prévention (entre autres la nutrition et l'endettement), il y a conflit d'intérêts entre la liberté économique et le travail des écoles pour assurer le bien-être des enfants et des jeunes. Une éducation complète est plus coûteuse qu'une formation axée sur les besoins économiques de l'employabilité, à courte vue.

Certains modèles de l'économie complicitent la tâche éducative de l'école

La Constitution enjoint l'école obligatoire de prôner la démocratie comme modèle d'Etat et de transmettre les valeurs de la justice sociale. Le principe de l'égalité des chances, comme acquis du 19ème siècle, est étroitement lié au principe d'efficacité. Pas de priviléges d'origine, mais une performance personnelle émanant de ses propres efforts, du savoir et du pouvoir qu'on aura pu développer. Sur ce principe sont aussi construites la formation scolaire et l'éducation. Mais si dans la perception du public, des pans de l'économie, respectivement certains de ses ténors, remplacement le principe de l'effort par le jeu de la bourse, la concurrence par le self-service, le salaire du travail par des bonus absurdes, et le respect des règlements par l'évitement systématique, le corps enseignant va avoir les plus grands problèmes à mettre en œuvre une éthique crédible de la performance.

Les défis à venir doivent être résolus par le dialogue entre éducation et économie

Durant ces dernières années, les écoles ont de plus en plus pris en charge les commandes de réparation de la société. Ce qui réduit le temps pour d'autres contenus éducatifs. D'autres défis dans le système éducatif apparaissent : les très diverses représentations concernant les taux de maturité, la mise à niveau, financière et sur le plan international, de la formation professionnelle tertiaire, le financement confus de l'éducation précoce et de la prise en charge complémentaire à l'école, le nombre élevé de

jeunes sans formation professionnelle ou le consensus en baisse sur la mission de école obligatoire. A quoi s'ajoutent des questions fondamentales : Quelle école sera soutenue par l'économie dans l'avenir et financée par l'impôt? Comment les préoccupations des différents acteurs seront prises en compte de manière optimale dans l'intérêt de notre société dans son ensemble?

La journée suisse de l'éducation offre une plateforme pour ce dialogue nécessaire.

Thèses pour la discussion

Comme base de discussion pour un débat animé, nous vous proposons ci-après toute une série de questions regroupées en cinq thèmes, chacun présenté avec une analyse de la situation, des considérants et plusieurs revendications.



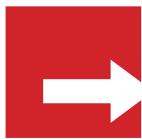
Questionnement 1 : Employés ou citoyens?

Que doit viser l'école : une formation axée sur des compétences de base nécessaires dans le monde du travail ou une éducation générale pour individus sociables?

Quel est l'objectif de l'enseignement obligatoire et de la formation professionnelle? De plus en plus souvent, différents groupes

d'intérêt exigent une prise en compte de „leurs“ thèmes, contenus ou domaines spécifiques à l'école et ce, au détriment de certains autres. Les apprentissages créatifs, artistiques et sociaux sont ceux qui en pâtissent le plus. Quel équilibre doit viser l'école obligatoire, entre les exigences de l'économie (employabilité) et les besoins de l'individu, des parents et de la société (formation générale, développement des compétences, éducation sociale, etc.)?





Situation

L'équilibre entre tête, cœur et main est en déclin à l'école, bien que la Suisse occupe les premières places en artisanat et en design. Des partis politiques et des représentants de l'économie n'arrêtent pas de se plaindre que l'école publique ne transmet pas assez des savoirs de base comme l'arithmétique et le calcul mental. La demande des branches scientifiques et techniques ou des compétences informatiques est très forte. Le concordat HarmoS exige deux langues étrangères à l'école primaire. Ces développements doivent être compensés par une diminution d'autres matières. Ce sont en priorité la musique, les activités créatrices qui en pâtissent, mais aussi l'économie familiale qui touche aux compétences du quotidien et au travail de prévention. D'où un conflit d'objectifs.

La recherche en éducation a jusqu'ici toujours confirmé les options sages héritées de Pestalozzi : le développement cognitif et langagier repose sur les expériences sensorimotrices et sociales. Un „enseignement de base suffisant“ (Article constitutionnel 62, al. 2) doit aussi comporter un large éventail de développements moteurs, émotionnels et sociaux. En plus des qualifications pour le monde du travail, le contrat social com-

prend également des aptitudes complètes pour une vie personnelle accomplie et pleine de sens et une participation responsable dans la société. A l'instar de ce que disait déjà Montaigne : „Mieux vaut tête bien faite que tête bien pleine“. Par ailleurs, il y a aussi des déclarations de l'économie qui exigent plus de capacités d'innovation, d'adaptation, de créativité et de travail en équipe. Les conflits d'objectifs n'existent pas seulement entre école et économie mais aussi à l'interne de l'économie. Ainsi la Suisse, par exemple, souhaiterait continuer à jouer les premiers rôles dans le design et les arts graphiques.



Thèses pour la discussion

1. L'école a une responsabilité éducative globale jusqu'à la 18e année de vie

L'économie reconnaît que l'école doit remplir un mandat éducatif global pour tous les enfants et les jeunes (formation générale). Les plans d'études, la vérification des compétences acquises et la mise à disposition de ressources concourent à garantir pour chaque enfant une formation générale complète.

2. L'école prépare les élèves au monde du travail

L'école reconnaît que la préparation d'une carrière réussie est l'une de ses tâches centrales. Les attentes minimales de base du plan d'études sont toutes pertinentes professionnellement. Au cours de l'école obligatoire, l'orientation professionnelle gagne en importance. L'école offre des occasions d'explorer ses propres intérêts et talents, de s'autoévaluer de manière réaliste et de s'orienter vers des buts professionnels.

3. L'école obligatoire est plus qu'un centre de drill ou qu'un supermarché

D'aucuns veulent réduire le rôle de l'école aux compétences de base en langues, mathématiques et sciences, les compléments de formation devant être assurés par le privé. Pourtant, l'école est aussi un espace de vie quotidien pour enfants et adolescents. Elle fournit une contribution irremplaçable à une intégration réussie de tous les élèves dans une société durable.



Questionnement 2 : L'école comme atelier de réparation ou de production?

Qu'est-ce qui compte le plus : la liberté économique ou la protection des enfants et des jeunes?

Les enfants et les jeunes sont des groupes cibles économiquement intéressants. Comment peut-on sortir des contradictions existantes entre les intérêts de l'économie de marché et la mission de l'école dans ses

tâches d'éducation et de prévention? Veut-on charger l'école de tâches préventives ou mieux protéger les enfants et les jeunes?

Comment l'économie peut-elle réguler liberté de commerce et comportement des marchés, de façon à ce que les enfants puissent se mouvoir et jouer librement, se nourrir sainement et se protéger contre les addictions, la violence et l'endettement?





Situation

Les parents, l'école et les autres „co-éducateurs“ dans la société et l'économie ne tirent pas toujours à la même corde quand il s'agit de la protection des enfants et des jeunes. La publicité sur l'alcool et le tabac, les jeux et les vidéos qui glorifient la violence sont désormais contrôlés aux fins de protection de la jeunesse. L'école doit prévenir les élèves des dangers de l'accumulation de la dette face aux factures de téléphone impayées. Elle les met en garde contre les sucreries, les boissons énergisantes et les snacks salés. Toutes choses qui ont un impact négatif direct sur l'apprentissage, la concentration, la mobilité ainsi que sur la santé globale. A la rentrée 2012, une chaîne de supermarchés suisse a lancé un „Combo élève“ (Schüler-combo), très sucré et plein de matières grasses à un prix spécial. Des céréales comportant plus de 40% de sucre ou des produits laitiers sucrés sont les propositions malsaines qui sont faites pour le petit déjeuner. 40% des publicités encadrant les programmes pour enfants promeuvent des aliments qui sont considérés comme nuisibles pour la santé. Et ce, bien qu'aujourd'hui 20% des enfants suisses soient en surpoids et 5% des obèses morbides. Les parents et la société portent la responsabilité d'atteintes à la santé des enfants. Ainsi, la mission de prévention de l'école entre en conflit avec les intérêts financiers des entreprises et conduit à la confusion chez les enfants et les adolescents en raison des messages contradictoires.

Au fil du temps, de plus en plus de tâches préventives et culturelles ont été assignées à l'école obligatoire par la société, sans être pour autant ancrées dans un contrat. Les enseignants se plaignent des exigences excessives qui en résultent et déplorent que, face à ces tâches supplémentaires, les parents et l'économie les laissent souvent seuls. Les écoles et les enseignants sont transformés en instances moralisatrices et courrent le risque dans l'enseignement quotidien d'attenter à la vie privée des enfants, des jeunes et de leurs familles. D'autre part, les partis politiques et les milieux professionnels crient à la réduction de la liberté économique, à la mise sous tutelle des parents ou même à la nationalisation de l'enfance au travers d'une réglementation excessive. A l'inverse, les experts insistent sur les avantages d'un dépistage et d'un soutien précoces des enfants et des parents par l'institution. Des responsables de la politique sociale et de l'économie de l'éducation voient dans la prévention une opportunité de réduction des coûts. Des tendances voudraient que l'école se focalise sur la transmission de connaissances mesurables. Un contrat aussi réductionniste serait beaucoup plus facile à remplir et avec plus de succès, parce que l'école pourrait en cas de problèmes rejeter la responsabilité aux parents et à la société. Une question demeure, que se passe-t-il lorsque la responsabilité n'est plus assumée par personne?



Thèses pour la discussion

1. La prévention est un investissement judicieux

L'économie reconnaît que l'école a endosssé un contrat de prévention sociale. Cette tâche n'est pas directement mesurable par l'évaluation scolaire mais contribue par contre au développement personnel et social des futurs citoyens, employeurs et employés. D'importants coûts ultérieurs en matière de social, d'assurance, de santé et de délinquance sont ainsi évités, pour le bien de chacun.

2. La prévention a besoin de règles du jeu

Scénario A : Pour protéger les enfants et les jeunes, l'Etat doit pouvoir décider de mesures appropriées et de règles du jeu dans un certain nombre de domaines et empêcher la liberté économique de compromettre le travail éducatif et préventif de l'école (par exemple en réglementant la publicité).

Scénario B : L'école doit se limiter à des objectifs scolaires mesurables et renvoyer les tâches éducatives, préventives et culturelles aux parents et à la société. Les enfants, qui pour diverses raisons ne répondent pas aux exigences normales de leur âge pour suivre un enseignement, n'ont pas leur place à l'école obligatoire.

Annexe au questionnement 2

Quelques exemples de fonctions préventives, éducatives et culturelles assumées par l'école.

a) Prévention et inclusion sociales

Retards de développement précoces
Consultations, aires de jeux sécurisés et autonomes, centres de jour

Analphabétisme
Lire, écrire, compter. Compétences informatiques et médias

Menaces sur l'intégrité physique et mentale (par ex.: sexe sur le web et au téléphone)
Information

Appauvrissement, endettement
Littératie financière, gestion des cas

Prévention du chômage
Intégration professionnelle, passage à la vie professionnelle, orientation professionnelle, gestion des cas

Décrochage, absentéisme, déchéance
Décrochage de la rue, scolarité obligatoire, prise en charge

Danger de déclin de l'économie suisse, concurrence pour les bonnes places
Formation de haut niveau

Appauvrissement culturel et émotionnel
Branches artistiques, musique, littérature, coutumes, célébrations, représentations musicales et théâtrales, ventes de timbres (Pro Juventute) et d'autres articles

Communication irrespectueuse, intolérance, perte de sens

Apprentissage de la démocratie, des droits humains et du respect des genres, mise en place de processus d'inclusion, éducation aux valeurs, cours de religion et d'éthique

Violence, mobbing, intimidation
Règles, sanctions, actions pacifatrices, dialogue, développement des compétences sociales, intégration

Déprédatations, vandalisme, abandon des détritus
Développement des capacités communautaires, apprentissage des responsabilités sociales dans le monde scolaire

Surexploitation, altération et destruction du cadre de vie
Education au développement durable, au tri des déchets, à la collecte de vieux papier, à l'assainissement des cours d'eau, à l'utilisation de l'énergie, des produits toxiques, etc.

Engorgement du système de santé
Exercices physiques, prophylaxie dentaire et corporelle

Violence domestique, abus sexuels, maltraitance
Vigilance, dénonciations, dialogue, instauration de la confiance

Problème de recrutement pour l'armée de milice
Exercices physiques

b) Prévention individuelle

Manque d'exercices, défaillances physiques
(20% des enfants sont en surpoids et 5%
sont obèses)

**Programme d'exercices journaliers, gym-
nastique / sport**

Excès de sucre et de matières grasses

**Informations, alimentation saine pendant
les pauses et les repas**

Caries, problèmes orthodontiques

Prophylaxie dentaire, dentiste scolaire

Maladies corporelles

**Informations santé, vaccinations, médecin
scolaire**

Accidents de la circulation

**Education routière, prévention des acci-
dents, sécurisation du chemin de l'école,
des trajets à bicyclette, cours de premiers
secours**

Risques dans la nature

**Excursions scolaires, projets, camps, cours
de natation, etc.**

Dépression, tendances suicidaires, maladies
psychiques

Psychologie scolaire

Grossesses précoces

Prévention, cours d'éducation sexuelle

Dépendances, drogue, fumée et alcool

Campagne, informations, règles



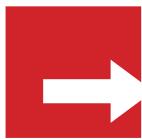
Questionnement 3 : Parcours professionnel ou dans les services sociaux?

Recherche de talents : accès pour tous ou compétition pour les meilleures places?

Quelle direction doivent prendre le secondaire II et le tertiaire? Comment arriver à ce qu'en 2020, 95% des jeunes aient au moins un diplôme de secondaire II? Comment améliorer l'enseignement secondaire

supérieur? Quelle évolution pour les taux de maturité académique et professionnelle? Comment atteindre un nombre suffisant d'entreprises formatrices dans les métiers durables (santé, technologies)? Comment soutenir davantage les apprentissages des jeunes qui étaient au bénéfice d'une intégration à l'école obligatoire?





Situation

De récentes recherches montrent que la préorientation professionnelle se dessine déjà à l'école primaire (par exemple pour les sciences, l'enseignement, etc.). Les adolescentes préfèrent le gymnase et les filières médicales, les garçons ont tendance à investir la formation professionnelle et sa maturité. Les parents sont de plus en plus sensibles au fait que les taux de maturités (y compris professionnelles et spécialisés) sont très différents d'un canton à l'autre et en comparaison avec les pays voisins. Depuis dix ans, plusieurs professions sont nouvellement apprises au niveau tertiaire, même l'enseignement, sans que les taux de maturités n'aient pour autant augmenté significativement. L'intégration des enfants et des jeunes ayant des besoins particuliers n'est pas systématiquement poursuivie au secondaire II, comme c'est le cas dans d'autres pays.

Une formation de qualité est un facteur de coûts. L'industrie critique les taux de maturité gymnasiale en hausse mais, dans la pratique, décourage souvent l'accès à une formation pour la maturité professionnelle pendant l'apprentissage. Le nombre d'entre-

prises formatrices est passé de 33% en 1985 à 16% en 2011. Les professions d'avenir ne forment pas assez de gens qualifiés. Les entreprises organisent régulièrement des recrutements d'apprentis. Les jeunes ayant des noms étrangers sont défavorisés dans la recherche d'apprentissage. Une partie des professions qui résultent d'un apprentissage n'offrent pas un salaire décent. Les jeunes sans diplôme sont plus sévèrement touchés par les problèmes de chômage et de santé. L'enseignement des langues étrangères dans les écoles professionnelles (notamment des langues nationales) n'est pas suffisant pour les „citoyens“ d'aujourd'hui.

L'enseignement professionnel supérieur est financièrement défavorisé et trop peu compatible au niveau international. Les entreprises mondiales importent des forces de travail nanties de diplômes de Hautes Ecoles, souvent préférés aux titres suisses équivalents du secondaire II.



Thèses pour la discussion

1. Renforcer la formation professionnelle de base

- a. Dès 2020, plus de 95% des jeunes de chaque tranche d'âge acquièrent un diplôme d'études secondaires reconnu.
- b. La formation de base obligatoire est étendue jusqu'à la 18e année de vie, comme c'est le cas dans de nombreux pays de l'UE.
- c. L'ensemble du secteur secondaire II (formation générale, professionnelle, en entreprise) prend le relais des intégrations initiées à l'école obligatoire pour les élèves à besoins particuliers.
- d. Les associations professionnelles soutiennent l'organisation de projets d'échanges linguistiques pour apprentis, ainsi que l'information professionnelle pour les élèves de l'école obligatoire.

2. Développer l'attractivité de la formation entrepreneuriale

- a. L'offre en places d'apprentissage dans la formation professionnelle doit couvrir les besoins en personnel qualifié (plus de places d'apprentissage dans les TIC et la santé).
- b. Les entreprises qui empêchent l'acquisition de la maturité professionnelle en emploi seront rayées de la liste des entreprises formatrices reconnues.
- c. Les établissements qui offrent moins de 5 places de formation ou de stage pour

100 employés paieront une redevance qui permettra de financer d'autres entreprises formatrices (par exemple TIC, santé, design).

- d. Les candidatures aux places d'apprentissage seront examinées d'abord anonymement pour éviter que des jeunes aux noms „non suisses“ soient discriminés.
- e. Les associations patronales soutiennent les mesures à l'encontre des embauches précoces aux apprentissages.
- f. Les bas salaires d'engagement dans les professions industrielles à l'issue de la formation secondaire il sont augmentés.

3. Plus de marché et de concurrence équitable pour les maturités et la formation professionnelle

- a. Les accès aux gymnases et ainsi qu'aux autres écoles du secondaire II sont régulés au moyen d'un profil d'exigences supra cantonal sur la base de compétences clairement définies. Les quotas de maturités (y compris maturités professionnelles et spécialisées) doivent être portés à 40–50% de chaque classe d'âge.
- b. Les certificats de formation professionnelle supérieure sont adaptés aux normes internationales. Les formations tertiaires sont financièrement comparables.

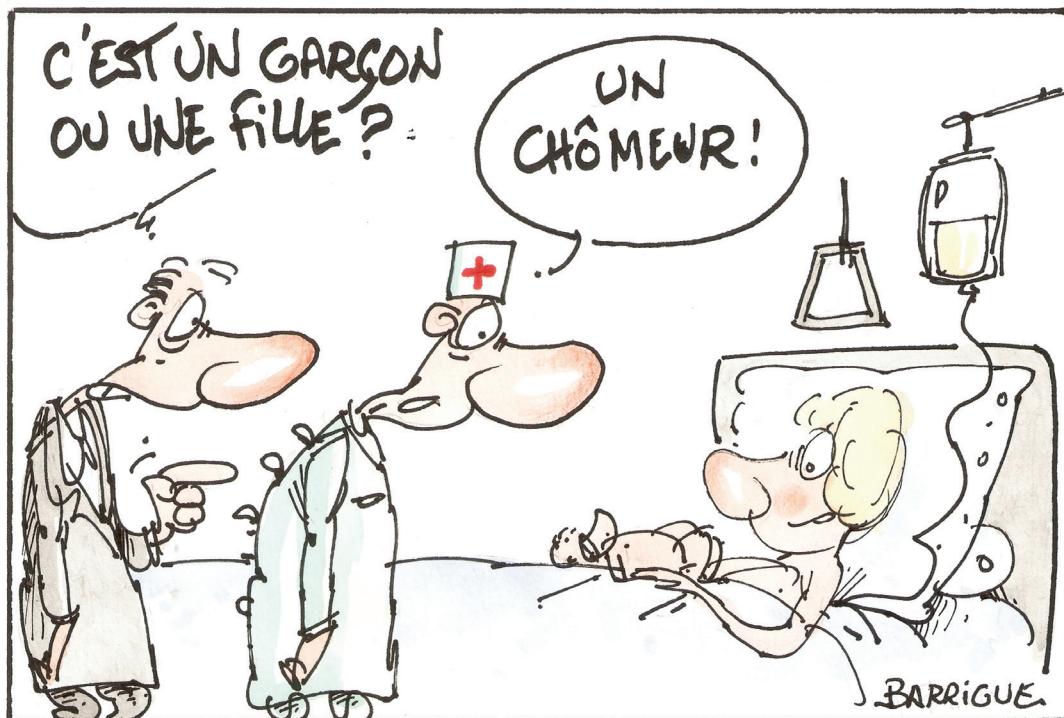


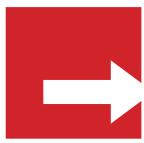
Questionnement 4 : Education précoce ou accompagnement individuel ultérieur?

Dépenser pour la prise en charge des enfants ou pour l'éducation spécialisée, la justice et les services sociaux?

Comment pouvons-nous favoriser l'investissement, scientifiquement prouvé comme rentable, de la prise en charge précoce, de

l'éducation et de la stimulation? Comment pouvons-nous définir, financer et promouvoir une prise en charge complémentaire à la famille? Comment pouvons-nous compenser aussi tôt que possible le manque de stimulation et les défauts d'acquisition du langage? Comment lutter contre les inégalités de chances?





Situation

Des études montrent que seul un soutien précoce de bonne qualité à la maison ou dans les institutions adéquates contribue à réduire les coûts futurs et à promouvoir une intégration réussie dans le monde du travail et dans la société. Plusieurs grandes entreprises se sont engagées pour de bonnes structures de garderie et d'accueil des enfants, parce que leurs employés en bénéficient. Le ping-pong actuel des responsabilités en matière de petite enfance et de services à la famille entre Confédération, cantons et communes, et entre Etat, économie et parents, ainsi qu'entre les différents départements conduit à des carences et des incertitudes.

Les entreprises multinationales importent de plus en plus leur main-d'œuvre de l'étranger. Les enfants des „expatriés“ fréquentent souvent les écoles privées qui appliquent des programmes anglo-saxons et offrent des diplômes internationaux. L'implication locale des grandes entreprises et de leurs employés est ainsi réduite. Au moins un quart des parents d'enfants en âge scolaire n'ont pas le droit de vote parce qu'ils appartiennent à d'autres nationalités. Dans certains cercles scolaires, c'est le 75%. L'augmentation de l'âge moyen de la population et la baisse de la fécondité conduit à des changements dans les priorités sociales (bonnes retraites plutôt qu'éducation pour les enfants). L'école perd ainsi sa place légitime évidente dans la société.



Thèses pour la discussion

1. La Confédération, les cantons et les communes mettent à disposition des offres de soutien complémentaire aux familles

Les associations professionnelles et les associations d'enseignants soutiennent une offre de prise en charge quantitativement suffisante, financièrement abordable et conçue selon des normes de qualité élevées, ainsi que des prestations de soins de la première année de vie à la fin de l'école obligatoire. Les garderies et l'offre „famille de jour“ avec label de qualité en font partie.

2. Investir pour les plus jeunes aussi à l'école

A l'entrée à l'école et dans les quatre premières années scolaires, les enfants de classes dépassant 20 élèves seront pris en charge en demi-classes ou par un duo pédagogique pour la moitié du temps d'enseignement.

3. Définir les responsabilités complexes

Les responsabilités en matière de prise en charge précoce et d'accueils parascolaires sont réglementées dans le respect de la neutralité des coûts. La Confédération, les cantons et les communes s'entendent sur une répartition plus claire des responsabilités. La Confédération fixe des standards minimaux.

4. La participation locale

Les associations professionnelles favorisent l'engagement local pour l'éducation et le soutien, en particulier venant des entreprises internationales. Elles offrent l'opportunité d'activités communes de plusieurs entreprises ou secteurs, et soutiennent des fondations qui œuvrent à la construction d'espaces de formation et aux possibilités précoces d'explorer, au degré primaire, le monde de l'entreprise.



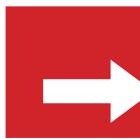
Questionnement 5: L'Etat ou le privé?

Ecole élitistes privées et exigeantes pour nantis, à côté d'établissements scolaires publics pour classe moyenne et à faible revenu ou écoles publiques pour tous?

Quel consensus politique pour pérenniser ce modèle de réussite de cent ans d'une

école suisse publique et financée par l'Etat? Comment l'école peut-elle, avec des tâches éducatives réduites, conserver sa qualité pour tous les enfants et les jeunes et continuer à être financée par l'Etat? Comment éviter le syndrome américain „rankings“, tests, équipements insuffisants, fermetures d'écoles et privatisation galopante? Est-ce qu'une formation de base en „lire – écrire – compter“ est suffisante pour une partie de la jeunesse, comme le prétendent d'aucuns?





Situation

Les dépenses consacrées à l'éducation publique stagnent depuis 1990 autour de 5-6% publique du PIB (environ CHF 30 milliards aujourd'hui), malgré l'extension tertiaire dans le même temps. De nombreuses communes consacrent la moitié de leur budget à l'école obligatoire. L'école obligatoire représente environ 50% des dépenses d'éducation totales en Suisse, le secondaire II environ 20%. Le coût par élève de l'école obligatoire est d'environ CHF 20'000.- et dans le secondaire II environ CHF 22'500.-. La majorité des dépenses d'éducation passe dans les salaires, lesquels retournent à leur tour dans l'économie. Si on économise, on touche à la qualité. Et si la qualité de l'enseignement public n'inspire plus aucune confiance, les enfants des classes moyennes et supérieures s'en écartent.

Des études effectuées sur les salaires depuis vingt ans montrent une relative évolution à la baisse des salaires dans les professions enseignantes en Suisse. Jamais la rue n'avait vu autant de manifestations d'enseignants que l'an dernier. On économise sur le travail social à l'école, sur les salaires des enseignants, on réduit le temps d'enseignement, les services supplémentaires et les infrastructures. Les étudiants de l'enseignement supérieur doivent de plus en plus financer leurs études eux-mêmes. Les entreprises optimisent leurs impôts, et les „Corporate Social Responsibility“, les fondations et les associations proches de l'économie ainsi que le sponsoring gagnent en importance. Avec de l'argent des entreprises on finance des projets d'école, des médias d'enseigne-

ment et des chaires d'universités. Parmi ceux-ci des partenariats public-privé (PPP) de plusieurs millions pour l'investissement dans l'infrastructure des TIC dans les écoles.

La pression monte sur le libre choix de l'école : il est proposé des bons scolaires et aussi de nouveaux comptes d'apprentissage ou directement le droit de choisir son école. Les écoles internationales et les entreprises éducatives privées ont de plus en plus de succès, même si l'accord AGCS, en principe, ne fournit aucune ouverture dans la scolarité obligatoire en Suisse. A Zurich et Zug, le nombre d'élèves dans les écoles internationales augmente. Häggenschwil (SG) est la première municipalité de Suisse à mandater une école privée en parallèle avec son école publique.

Les tests de performance des entreprises et des organismes de formation pour la sélection des futurs apprentis a, dans de nombreux endroits, réduit le poids des livrets scolaires. Les Hautes Ecoles suisses ont également de plus en plus recours à des tests d'admission. Les écoles sont transformées en centres d'entraînement pour les tests standardisés et les examens d'entrée („teaching to the test“). Malgré PISA et le projet de monitoring de l'éducation au niveau national, une nouvelle vague de mesures menace, avec des tests cantonaux généralisés pouvant conduire à un ranking des écoles, en dépit des expériences très décevantes faites aux États-Unis et au Royaume-Uni. De sorte que l'école se transforme de plus en plus en institut de bachotage. Les autres

prestations dans les domaines des compétences sociales, de l'intégration sociale et des compétences démocratiques disparaissent. Les écoles se demandent jusqu'à quel point elles peuvent attendre, de la part des multinationales et de leurs représentants, un soutien à leurs efforts vis-à-vis de la communauté locale.

La pénurie structurelle d'enseignants menace la qualité de l'école. En plus de compétences professionnelles pointues, une bonne formation des jeunes nécessite un grand travail relationnel, une organisation efficace et une gestion des processus d'apprentissage en groupe et du soutien individuel. En Suisse, d'ici 2025, environ 30% des enseignants vont partir à la retraite. Des chiffres similaires et plus importants nous parviennent de l'étranger. Dans le même temps, les taux de natalité vont augmenter. L'engagement de personnes venant d'autres métiers et celui d'enseignants étrangers ont pu palier quelques manques. Cependant, des enseignants formés font défaut dans de nombreux endroits. La formation initiale de niveau bachelor pour les enseignants de l'école primaire, sans perspectives de développement ultérieur, est trop minimale et pas assez attrayante, surtout pour les hommes. Les bons résultats de la Finlande à PISA démontrent l'effet d'une bonne formation des enseignants sur la qualité de l'école. Nous nous trouvons, en raison de la pénurie d'enseignants, devant une grosse perte de qualité. Beaucoup de parents investissent massivement dans des programmes d'aide et des cours particuliers, ainsi que dans des leçons de musique et d'autres activités.

Dans les écoles et les entreprises, la confiance dans le professionnalisme ne peut pas être obtenue par des tests ou par une gouvernance d'entreprise de façade. Une affirmation comme : „Nous nous efforçons en permanence, avec intégrité et responsabilité, d'agir de manière juste, transparente et discrète pour gagner la confiance de toutes les parties prenantes.“ est plus vite proférée que réalisée. Comment promouvoir l'intégrité, l'action responsable, équitable, transparente et discrète? Avant tout, l'investissement dans le professionnalisme des employés est positif à long terme. Les écoles et les entreprises sont sur le même plan : elles doivent créer les bonnes incitations à un travail durable et fiable, donc une conception de processus rigoureux selon des normes professionnelles.

Conclusion :

Si l'école publique obligatoire continue à subir des pressions économiques, l'éducation va se déplacer toujours davantage vers le secteur privé. L'économie a un impact significatif sur l'avenir des écoles. Il y a près de 200 ans, la création d'écoles obligatoires a été politiquement portée par des entrepreneurs locaux influents. Est-ce que la globalisation, le management actionnarial et la concurrence fiscale internationale vont venir à bout de ce soutien?



Thèses pour la discussion

1. La qualité avant les économies

Les écoles n'ont le choix ni du lieu, ni de leur „clientèle“. Les mesures d'austérité entament la qualité et les prestations des écoles. Les contributions de l'économie ne peuvent ni ne doivent remplacer le financement public et son contrôle démocratique.

2. Assurance de qualité intrinsèque au lieu de „ranking“ avec compétition artificielle

Chaque entreprise se préoccupe de la qualité de son travail. Pour les écoles, qui sont plongées dans des contextes et des conditions très différentes, des mesures d'assurance de qualité transparentes, responsables, autoévaluatives et contrôlées de l'extérieur ont beaucoup plus de sens que les „rankings“.

3. Master pour tous les enseignants au lieu de formation en apprentissage

L'ensemble des enseignants, même pour les petits degrés, reçoivent une formation de haut niveau (master), avec articulation théorie-pratique, de manière à faire face aux plus grandes exigences dès l'entrée en fonction.

4. Construire la confiance réciproque

Les associations professionnelles travaillent avec les associations d'enseignants, la CDIP et la Confédération à l'établissement de profils de compétences professionnelles mesurables. On renonce aux tests et examens privés.

Impressum

La Journée suisse de l'éducation est organisée par
les associations suisses d'enseignants LCH et SER

Edition 2013 au Kursaal de Berne
avec l'aimable soutien de:

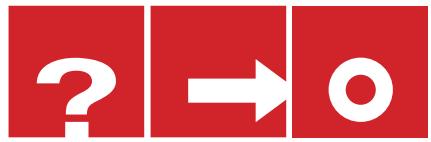
Partenaire principal:



Partenaire TIC:



Accompagnement et organisation:
LerNetz AG
ProjektForum AG



www.journee-education.ch